

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert-Rochereau
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAVAOUEST

Zone Industrielle Les Herbages
76170 Lillebonne

Références : 20250918_VI_LAVAOUEST_Granulés_plastiques_industriels
Code AIOT : 0005800677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement LAVAOUEST implanté Zone Industrielle Les Herbages 76170 Lillebonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale de 2025 de l'inspection des installations classées, visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAVAOUEST
- Zone Industrielle Les Herbages 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800677
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVAQUEST exploite un centre de lavage de citernes routières sur la zone industrielle « Les Herbages », sise à Lillebonne.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan des réseaux de collecte des eaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions associées à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels, GPI, sur le site de LAVAQUEST. Le jour de la visite, aucun GPI n'a été constaté sur le site. L'exploitant disposait d'équipements de nettoyage et de récupération de GPI adaptés à l'activité actuelle du site. En cas d'augmentation de l'activité de lavage de citernes contenant des GPI, l'exploitant s'assurera de vérifier la concordance entre les

flux de GPI à traiter et les équipements de récupération des GPI. Il conviendra notamment d'équiper les points de collecte des eaux pluviales (avaloirs...) de dispositifs tels que des paniers filtrants afin de retenir les GPI avant qu'ils ne rejoignent le réseau des eaux pluviales. Des actions correctives vis-à-vis de la mise à jour du plan de collecte des eaux du site et de la réalisation d'un audit par un organisme accrédité sur les procédures de prévention des pertes de GPI sont pour autant à faire par l'exploitant sous trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de LAVAQUEST à Lillebonne exploite une unité de lavage de citernes de camions. L'exploitant a confirmé que les citernes lavées sur le site peuvent contenir des granulés de plastiques industriels (GPI) sous forme de billes transparentes ou de couleur. L'activité de nettoyage de cuves contenant des granulés plastiques a pour autant fortement diminué depuis la fin de l'année 2024, car l'une des entreprises de la zone industrielle de Port-Jérôme qui produisait des granulés plastiques et donc, en transportait via des citernes, a définitivement cessé son activité. Des citernes contenant des granulés plastiques industriels peuvent tout de même encore être nettoyées par l'établissement de LAVAQUEST. Le site est donc soumis à la réglementation sur la prévention de la perte des granulés de plastiques dans l'environnement (articles D.541-360 à D.541-364 du code de l'environnement).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.

Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Constats :

Les citernes contenant potentiellement des granulés plastiques industriels passent par trois zones distinctes sur le site de LAVAQUEST :

- La zone dite « d'ouverture des dômes » au niveau de laquelle les citernes sont ouvertes et les potentiels granulés plastiques contenus dans les citernes peuvent être récupérés sur la zone étanche à l'aide d'un balai, d'une balayette, d'une pelle et d'une poubelle mis à disposition. L'exploitant a indiqué que cette zone peut également être nettoyée par une balayeuse.

- L'aire de lavage des citernes est située dans un bâtiment entouré par un réseau de collecte des effluents qui sont dirigés et traités vers la station de traitement des eaux sur site. Les granulés plastiques flottants et coulants peuvent être récupérés dans les bassins en entrée de station. Un filtre est également présent dans le processus de traitement afin de récupérer les GPI restants.

- La zone de séchage des citernes est disposée sur une zone étanche et est munie d'un balai, d'une balayette, d'une pelle et d'une poubelle en cas de constat de GPI résiduels.

Les équipements mis à disposition dans le cadre de la récupération des GPI par les opérateurs ont été constatés lors de la visite terrain du 18 septembre 2025.

Les zones d'ouverture des dômes et de séchage sont reliées au réseau d'eaux pluviales du site. Il n'existe pas de dispositifs tels que des paniers filtrants qui permettraient de retenir les GPI avant qu'ils ne rejoignent le réseau d'eaux pluviales. Les eaux collectées par le réseau pluvial sont dirigées dans un bassin étanche. Les eaux dans le bassin étanche sont pompées vers le fossé à l'extérieur du site menant au milieu naturel. Dans le bassin étanche, entre l'arrivée du réseau des eaux pluviales et le système de pompage en profondeur, une paroi permet d'éviter le transfert de GPI et ainsi de les récupérer. Les eaux issues du réseau pluvial et de la station de traitement sont transférées dans un fossé en dehors du site, faucardé tous les ans.

L'inspection n'a pas constaté la présence de GPI sur les zones étanches, des caniveaux et dans les bassins des installations de récupération des eaux vus le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.

Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Constats :

Lors de la visite du 18 septembre 2025, l'exploitant a présenté les documents qui ont été mis en place à la suite de la parution du décret encadrant la prévention des pertes de granulés plastiques dans l'environnement. L'exploitant a réalisé une évaluation SQAS (système d'évaluation de la sécurité et de la qualité pour l'industrie chimique) dont la dernière version en date de septembre 2024 prenait en compte les éléments introduits par le programme Operation Clean Sweep (OCS) visant à réduire les pertes de microplastiques primaires. Le document présenté lors de la visite d'inspection intègre :

a) La définition des zones où les granulés plastiques sont susceptibles d'être répandus accidentellement (ces zones ont été définies au point de constat n°2) ;

b) Aucun emballage de GPI n'est réalisé sur le site, aucune vérification périodique des emballages n'est donc réalisée sur le site ;

c) La liste du matériel de ramassage et de confinement des GPI ;

d) et e) Les opérateurs réalisent plusieurs rondes du site par jour, notamment au moins un passage par jour au point de rejet de la station de traitement afin de réaliser les prélèvements nécessaires et d'assurer la conformité des rejets. Lors de ces passages, il est demandé aux opérateurs de ramasser les granulés plastiques au sol ou dans les bassins en cas de constat de leur présence ;

f) Les opérateurs travaillant sur site sont sensibilisés à la prévention des pertes de GPI. La dernière

<p>sensibilisation des équipes a été réalisée dans le cadre d'une causerie le 29 janvier 2025. Le compte-rendu de cette causerie a été présenté lors de la visite du 18 septembre 2025. L'exploitant a également indiqué sensibiliser les clients faisant nettoyer leurs citernes sur le site à tout type de pollution plastique (GPI, colliers de plastique ...) lors de leur passage. Un affichage sensibilisant à la prévention des pertes de granulés plastiques a été constaté au niveau du bâtiment d'accueil à l'entrée du site.</p> <p>g) L'exploitant indique réaliser des contrôles trimestriels de l'ensemble des exigences demandées par l'évaluation SQAS. Ces documents n'étaient cependant pas disponibles le jour de la visite d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet les comptes-rendus des deux derniers contrôles trimestriels réalisés sur le site, prenant en compte les vérifications des dispositions mises en place dans le cadre de la prévention de la perte des GPI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.</p> <p>Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.</p>

<p>Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p> <p>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser l'audit externe de ses procédures de prévention des pertes de GPI dans l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait réaliser l'audit de ses procédures de prévention des pertes de GPI dans l'environnement par un organisme accrédité, fait publier une synthèse de l'audit sur son site internet et transmet les éléments justificatifs de ces actions dans un délai de trois mois à partir de la transmission du rapport d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Plan des réseaux de collecte des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. [...]</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 18 septembre 2025, il a été demandé à l'exploitant de mettre à disposition de l'inspection le plan des réseaux de collecte des eaux du site afin de vérifier le cheminement et les dispositifs de traitement de l'ensemble des réseaux d'effluents du site. L'exploitant a présenté un plan de masse du site en date de 2017. Ce plan intégrait les éléments associés à la distribution de l'eau d'alimentation du site, mais pas le réseau détaillé de la collecte des eaux pluviales et à traiter</p>

par la station.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de trois mois à partir de la transmission du rapport d'inspection, l'exploitant transmet le plan de collecte des eaux avec les éléments énoncés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois